

**Le Portugal lève 1 milliard d'euro**

Le Portugal a réussi hier à lever un milliard d'euros de dette à court terme sur les marchés, dans l'attente du versement de la première tranche du prêt de 78 milliards conclu avec l'UE et le FMI. Le taux moyen exigé par les investisseurs pour cet emprunt à deux mois s'est élevé à 4,657 %, a annoncé l'Institut de gestion du crédit public (IGCP).



**LE CHIFFRE DU JOUR**

**3**

C'est en milliards d'euros le montant de la deuxième tranche de l'aide de l'UE à l'Irlande dans le cadre du plan de sauvetage mis sur pied l'an dernier pour ce pays avec le Fonds monétaire international. Cette nouvelle tranche, s'ajoutera aux 12 milliards déjà déboursés jusqu'ici par les Européens. Ils avaient promis l'an dernier à Dublin des prêts représentant au total 45 milliards d'euros sur trois ans.

**En bref**

**Le gouvernement grec lance un appel à l'opposition**

Le gouvernement socialiste grec a appelé hier l'opposition de droite au rassemblement autour des difficiles réformes structurelles demandées pour réduire l'endettement et les déficits de la Grèce, confrontée à la pression des marchés pour restructurer sa dette. «Nous invitons le principal parti d'opposition (la Nouvelle-Démocratie ndr.) à une discussion afin d'établir le cadre et le plan de travail pour aboutir aux grands changements nécessaires» afin de sauver le pays, a déclaré le ministre des Finances, Georges Papaconstantinou lors d'un colloque financier près d'Athènes.

**France: le plan de soutien aux banques a été profitable**

La ministre de l'Economie Christine Lagarde a déclaré hier que le plan de soutien aux banques lors de la crise économique et financière avait finalement rapporté 2,7 milliards d'euros aux caisses de l'Etat, contre 2,4 milliards annoncés précédemment. «Demain, nous recevons notre dernier chèque de 104 millions d'euros de dividendes versés par Banque Populaire Caisse d'Epargne» (BPCE) qui «viennent s'ajouter aux intérêts et dividendes déjà perçus dans le cadre du plan de soutien», a déclaré Christine Lagarde.

**Débat sur la hausse des prix alimentaires**

Les ministres de l'Agriculture des grands pays industrialisés et émergents, membres du Groupe des 20 (G20), se retrouvent aujourd'hui et demain à Buenos Aires pour débattre de la hausse des prix alimentaires et de la nécessité ou non de réguler le marché. Ils discuteront des causes principales de la volatilité des prix alimentaires et de la meilleure manière d'y faire face, la question des denrées étant au programme de travail des pays du G20 pour 2011, selon une source officielle.

**Airbus: l'OMC est revenue sur une partie de son jugement**

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est revenue hier sur une partie de son jugement contre l'avionneur européen Airbus dans le litige qui l'oppose depuis des années à son concurrent américain Boeing. «Je me réjouis particulièrement de ce résultat important», a déclaré le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht. «L'accusation américaine centrale selon laquelle Airbus a reçu des subventions interdites à l'exportation a été rejetée dans son intégralité», a-t-il souligné. De son côté, le président d'Airbus Thomas Enders, a parlé d'une grande victoire pour l'Europe. Mais comme à chaque bataille juridique opposant Boeing et Airbus devant l'OMC, les deux parties ont estimé avoir gagné. Ainsi, l'avionneur américain s'est félicité de la décision de l'OMC, saluant une «victoire claire et définitive». Dans son premier jugement rendu en juin 2010, l'OMC avait rendu un verdict sévère pour l'UE dont des décennies d'aides à l'avionneur Airbus avaient été jugées illégales.

Table ronde organisée dans le cadre du «Luxembourg Business Compass»

**«Pas de loi sur les quotas»**

Les répercussions de la crise financière, le système d'évaluation des fonctionnaires et l'introduction d'un système de quotas de femmes dans les conseils d'administration étaient quelques-uns des sujets débattus hier lors d'une table ronde à l'issue de la présentation du «Luxembourg Business Compass».

■ Alors que beaucoup s'interrogent sur l'opportunité d'une loi sur les quotas de femmes au Luxembourg, le ministre des Finances Luc Frieden a clairement mis les points sur les «i» hier: «Nous ne proposerons pas de texte de loi sur les quotas de femmes dans les conseils d'administration», a-t-il clairement indiqué hier dans le cadre d'une table ronde organisée par nos confrères du Luxemburger Wort et de la société KPMG. Cet échange avait pour objectif de présenter les résultats du «Luxembourg Business Compass», un baromètre semestriel présentant la vision des entrepreneurs sur l'évolution de l'économie luxembourgeoise à court terme.

Selon le ministre des Finances, un changement des mentalités est indispensable pour faire avancer la parité hommes-femmes au Grand-Duché. Le gouvernement se devant de montrer l'exemple, il a récemment proposé une femme au sein du conseil d'administration de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). La loi n'est pas la bonne



La table ronde était animée par Pierre Leyers, rédacteur au Luxemburger Wort (au centre). Y ont pris part: Romain Bausch, Luc Frieden, Betty Fontaine et Frédéric Genet (de g. à d.). (PHOTO: Anouk Antony)

façon de procéder, estime également Frédéric Genet, administrateur délégué de la Société générale Bank & Trust (SGBT), qui a appelé les politiques à ne pas précipiter les choses et à laisser aux banques le temps de se mettre à niveau. L'idée d'instaurer des quotas est également loin de susciter l'enthousiasme de Romain Bausch, président et CEO de SES. L'opérateur de satellites ne compte actuellement qu'une seule femme sur 18 dans son conseil d'administration. La patronne de la Brasserie Simon, Betty Fontaine, estime en revanche que les choses n'évoluent

pas assez rapidement au Luxembourg et qu'un compromis en matière de quotas pourrait être envisagé.

Le ministre des Finances s'est par ailleurs prononcé en faveur d'un système d'évaluation des fonctionnaires afin notamment d'encourager les agents publics les plus brillants et performants. Luc Frieden a jugé le système actuel «dépassé», mais difficilement modifiable, compte tenu de l'opposition des syndicats, mais également du nombre très élevé de fonctionnaires en question.

Quant aux répercussions de la crise, l'opérateur de satellites est

resté complètement à l'abri des remous de la crise. La Brasserie Simon de son côté a senti un effet légèrement positif au niveau de la consommation de bière au Luxembourg.

Frédéric Genet estime que le pays a su attirer de nouveaux investisseurs, les HNWI (High Net Worth Individuals) jouant un rôle non négligeable.

Enfin, tous les participants ont souligné l'environnement réglementaire stable et sécuritaire comme atout majeur de la place financière luxembourgeoise.

■ NDP

*Nouvelle route aérienne*

**British Airways relie Luxembourg à London Heathrow**

Dans le cadre d'un programme 2011 d'expansion de son réseau, la compagnie aérienne British Airways (BA) relie désormais ses vols luxembourgeois vers London Heathrow (Terminal 5) et non plus vers l'aéroport de Gatwick. La compagnie dessert cette destination à raison de deux vols par jour depuis le 27 mars dernier. La compagnie aérienne souligne que cette nouvelle route donne aux Luxembourgeois «un accès direct à son principal hub» et qu'elle offre «d'excellentes correspondances vers de nombreuses destinations de son réseau mondial».

«Grâce à cette nouvelle offre, nos passagers au départ du Luxembourg ont accès à la quasi-totalité de notre réseau mondial, rapprochant ainsi le Luxembourg de nombreuses destinations en Amérique, en Afrique et en Asie notamment», explique Robert Williams, sales manager pour le Benelux. En outre, le rapprochement BA-Iberia appor-

terait «plus de flexibilité et de choix aux passagers luxembourgeois».

Selon Robert Williams, les passagers profitent également des infrastructures ultramodernes du Terminal 5 qui accueille chaque mois plus de 15.000 vols et deux millions de passagers. Le terminal dessert plus de 95 destinations différentes, possède un système de livraison des bagages ultraperformant, avec des kilomètres de tapis roulants circulant en souterrain. Le terminal 5 qui a coûté 4,3 milliards de livres (5,6 milliards d'euros) et nécessité six ans de travaux, a également permis à British Airways d'améliorer ses transferts en démenageant 91 % de ses opérations sous le même toit.

Sans donner de chiffres précis, Robert Williams assure que la nouvelle liaison Luxembourg-London Heathrow a déjà permis de doubler le nombre de passagers par rapport à la même période de l'année 2010. (ndp)

*World Competitiveness Yearbook*

**Compétitivité: le Luxembourg à la onzième place**

Le Luxembourg pointe à la onzième place, comme l'année dernière, en termes de compétitivité. C'est ce qui ressort de la dernière étude World Competitiveness Yearbook, publié par l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development). En dépit de ses bons résultats en termes de croissance économique, le Luxembourg n'est pas parvenu à rétablir son positionnement des années 2007 et 2008 (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> rang mondial). «Malgré une situation conjoncturelle allant en s'améliorant, la situation structurelle piétine», note la Chambre de commerce qui a coordonné les enquêtes auprès des chefs d'entreprises pour l'étude.

«Le Luxembourg n'a pu maintenir sa performance que grâce à deux caractéristiques structurelles de son économie, d'une part l'importance des investissements directs étrangers (IDE), fortement volatiles, et d'autre part, un marché du travail régulé par un mouvement frontalier important», se-

lon l'analyse de la Chambre de commerce.

Concernant les forces et faiblesses de la compétitivité du Luxembourg, le rapport IMD met en exergue une stagnation de la compétitivité nationale, derrière laquelle se cachent de grandes inégalités de performances au vu des nombreux indicateurs pris en compte. Le Luxembourg se classe donc, comme l'année passée, au 11<sup>e</sup> rang mondial des économies les plus compétitives parmi 59 pays. L'analyse repose à la fois sur des indicateurs statistiques et sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprise.

**La chute de la Grèce**

Hong Kong, les Etats-Unis et Singapour sont les pays dont l'économie est la plus compétitive. Parmi les pays qui ont connu une forte régression figure la Grèce qui est tombé de la 46<sup>e</sup> place en 2010 à la 56 position sur 59 pays qui font partie de l'étude.